

Note d'orientation

Comment améliorer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le présent document traite de l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur dans le secteur privé.

L'un des principaux objectifs d'un système d'éducation post-secondaire est de préparer les diplômés au marché du travail ou de permettre à des individus de gagner leur vie durablement grâce à une activité indépendante ou à la création d'une entreprise ou d'une coopérative. Chacun devrait pouvoir gagner sa vie et mettre ses compétences au service d'une économie en développement.

Une augmentation de la production de diplômés du supérieur profite aux pays africains et contribuera à une plus forte croissance économique et à la progression de l'emploi sur le continent. Les niveaux d'inscription dans l'enseignement supérieur restent toutefois faibles et, par conséquent, on observe un manque de diplômés à ce niveau de l'enseignement supérieur dans certaines professions, une situation exacerbée par la fuite des cerveaux, et paradoxalement, un taux de chômage important chez les jeunes diplômés.

La politique actuelle consistant à augmenter rapidement les taux de scolarisation sans améliorer l'employa-

“ Force est de noter que le chômage des jeunes peut être réduit si les établissements d'enseignement supérieur s'associent aux secteurs productifs pour élaborer les programmes d'études. Les études de suivi menées par les autorités nationales dans des pays comme le Ghana et la Namibie montrent que plus le fossé entre les compétences inculquées en salle de classe et les compétences requises dans le monde du travail est grand, plus le taux de chômage des diplômés est susceptible d'être élevé. ”

bilité mérite d'être revue. Pour éviter une montée du chômage des jeunes diplômés, il faudra mettre l'accent davantage sur la qualité et sur les besoins du marché du travail.

Les mesures suivantes sont recommandées pour améliorer l'employabilité des diplômés de l'enseignement supérieur :

- ▶ Examiner et renouveler les missions et les visions des établissements d'enseignement supérieur afin de les recentrer sur les sciences, la technologie et l'innovation.
- ▶ Augmenter la proportion de la population estudiantine qui étudie les sciences et l'ingénierie et faire en sorte que l'enseignement supérieur suive un système efficace de formation et de perfectionnement professionnels qui contribue à produire plus de techniciens et d'ingénieurs.
- ▶ Renforcer le principe de l'orientation des cours et des travaux de recherche menés dans les établissements d'enseignement supérieur en fonction de la demande afin de les rendre plus pertinents, spécifiques au contexte et intégrés dans les systèmes de production locaux.
- ▶ Accroître les possibilités de collaboration entre l'industrie et les établissements d'enseignement supérieur et multiplier les incitations pour promouvoir cette collaboration.
- ▶ Renforcer les liens avec l'industrie en associant davantage ses acteurs à la conception, l'évaluation et l'innovation des programmes d'études.
- ▶ Mettre davantage l'accent sur les langues africaines et d'autres sujets qui peuvent œuvrer en faveur de la construction de la nation et de la cohésion nationale. Outre les spécialistes en sciences sociales, il y a un besoin d'économistes, d'avocats et de comptables, mais aussi d'anthropologues qui connaissent les liens entre la technologie et le développement social.
- ▶ Entreprendre des études de suivi régulières et périodiques sur l'absorption des diplômés par le marché



du travail afin d'aider les établissements d'enseignement supérieur à procéder à des ajustements dans les programmes d'études et à innover.

- ▶ Effectuer une analyse du marché du travail et mettre en place un système intégré d'information sur le marché du travail qui ferait partie intégrante du processus d'accréditation.
- ▶ Encourager tous les secteurs de l'enseignement supérieur à mettre davantage l'accent sur le développement rural et les techniques agricoles améliorées afin que la majorité des personnes vivant dans les zones rurales du continent en profitent.

POURQUOI L'EMPLOI DES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EST-IL IMPORTANT ?

Il ne fait aucun doute que l'enseignement supérieur joue un rôle important dans le développement du capital humain et la croissance économique.

Le lien entre l'enseignement supérieur et l'emploi est au centre d'initiatives menées dans de nombreux pays africains. L'État comme les employeurs presse l'enseignement supérieur de produire des diplômés aptes au travail et dotés d'attributs, de capacités et de dispositions nécessaires pour bien travailler.

Il existe souvent une relation complexe et un malentendu entre les établissements d'enseignement supérieur et les employeurs, en particulier dans le secteur privé. Les employeurs expriment souvent leur inquiétude quant à la qualité des diplômés d'universités et autres établissements d'enseignement supérieur, tandis que les derniers ont le sentiment que les entreprises ne reconnaissent pas totalement les qualités et les compétences que possèdent ces diplômés.

En comparaison aux chiffres internationaux, les inscriptions dans le supérieur dans les pays africains sont encore faibles et on observe un manque d'experts hautement qualifiés dans les domaines de l'ingénierie, des sciences et de la médecine.

L'Afrique a la plus jeune population au monde, et le niveau d'instruction ne cesse de progresser (figure 1).

D'ici 2030, 59 % de la population âgée de 20 à 24 ans en Afrique aura fait des études secondaires. Cela voudra dire qu'il y aura 12 millions de personnes dans l'enseignement supérieur en 2030. Il s'agit là d'une grande opportunité, mais aussi d'un risque pour un plus grand nombre de diplômés chômeurs.

L'expansion de l'enseignement supérieur doit être soigneusement planifiée. Près de 60 % des chômeurs, dont un bon nombre de diplômés, ont entre 15 et 24 ans. Il est clair que la seule augmentation de la scolarisation dans le supérieur ne suffira pas pour répondre aux besoins du marché du travail.

L'emploi et l'employabilité des diplômés doivent être examinés attentivement. Les facteurs qui influent sur l'emploi et l'employabilité des diplômés peuvent être regroupés en trois catégories : les facteurs exogènes liés à la capacité d'absorption de ces diplômés par le pays, les facteurs endogènes liés à l'effort déployé par les établissements en faveur de l'employabilité de leurs diplômés et, enfin, les facteurs combinant facteurs exogènes et facteurs endogènes.

Les facteurs endogènes comprennent la massification de l'enseignement supérieur et la non-crédation d'emplois adéquats, qui est la principale cause de la hausse du taux de chômage des diplômés. Cette situation a contraint de nombreux étudiants à poursuivre leurs études, réduisant ainsi, paradoxalement, leurs chances de se faire recruter, parce que surqualifiés.

Figure 1 : Cohorte d'élèves/étudiants âgés de 20 à 24 ans par niveau d'enseignement, 2000-2030



African Economic Outlook: Promoting Youth Employment. World Bank calculation

Les facteurs exogènes englobent une rude concurrence pour les compétences humaines à l'échelle mondiale, qui fait que de nombreux diplômés du continent sont attirés vers d'autres parties du monde, ce qui a pour effet de priver les apprenants africains des meilleurs formateurs.

Dans de nombreux pays africains, le taux de chômage des jeunes diplômés est supérieur à 30 %. Si le taux de chômage de l'ensemble de la population générale atteint un niveau d'environ 15 %, celui des jeunes diplômés peut généralement atteindre environ 30 %. Cependant, il existe des pays, comme le Malawi, où le chômage ne touche pratiquement pas les diplômés universitaires.

Le taux de chômage pourrait augmenter dans de nombreux pays dans les années à venir, malgré toutes les dispositions prises pour permettre aux jeunes diplômés de faire leur entrée dans le marché du travail. Pour comprendre les déterminants de ce type de chômage, la plupart des analyses se fondent sur le diagnostic de la situation établi à travers une synthèse des principales constatations des enquêtes menées sur la promotion des diplômés. Ce diagnostic est souvent étayé par les modèles économétriques reliant l'indicateur du chômage à des indicateurs clés de qualification.

Pourtant, les diplômés de l'enseignement supérieur affichent de meilleurs résultats que les personnes au niveau d'instruction inférieurs, et les diplômés contribuent largement à la croissance économique et à l'emploi.

À l'exception de quelques spécialités comme la médecine, les technologies de l'information, les télécommunications et l'architecture, où des perspectives s'ouvrent également à l'étranger, d'autres types de diplômés rencontrent des difficultés diverses sur le marché du travail. Les solutions pour juguler la crise du chômage sont plutôt difficiles, nécessitant des ressources considérables à investir sur plusieurs années. Ces solutions auraient une

incidence dans plusieurs domaines, à l'instar de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle, de l'investissement et de l'intégration régionale en Afrique.

CRITIQUE DES MESURES PUBLIQUES

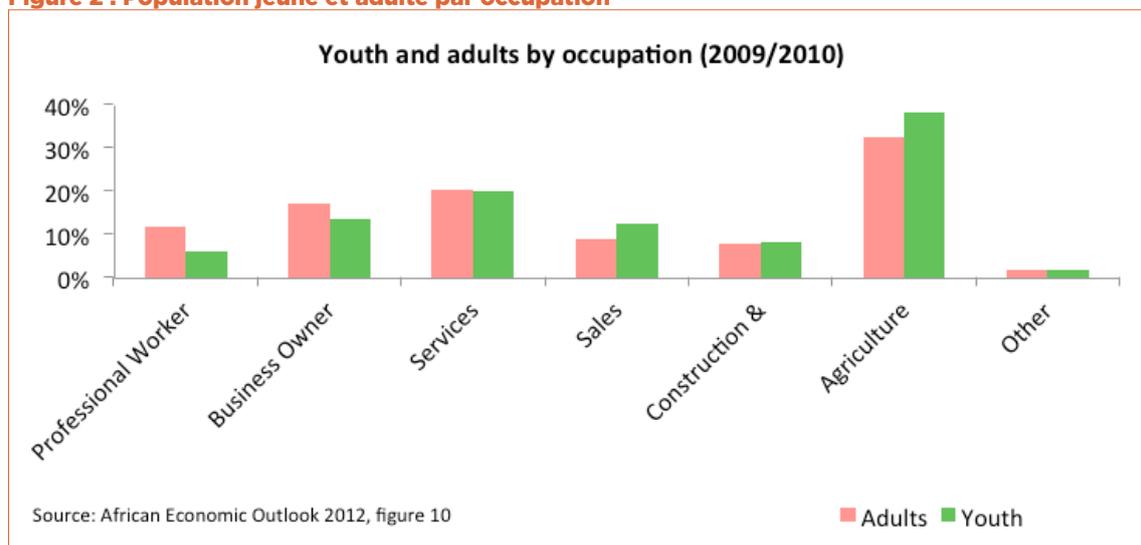
Plus de 60 % de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans les zones rurales. L'agriculture occupe une place prépondérante dans la structure professionnelle, y compris parmi les jeunes.

Toutefois, les départements de l'agriculture dans les établissements d'enseignement supérieur concentrent leurs programmes sur l'agriculture de production, principalement la production végétale et animale. Peu de ces programmes traitent des problèmes du développement rural et de la sécurité alimentaire. Très peu de diplômés se spécialisent dans un domaine qui leur permettra de vivre et de travailler dans les zones rurales et de contribuer au développement agricole.

MESURES RECOMMANDÉES

- ▶ Il devrait y avoir un équilibre entre la recherche d'investissements étrangers comme moyen de créer plus d'emplois et une stratégie nationale visant à encourager les entreprises nationales, et les PME devaient créer plus d'emplois destinés aux diplômés et donc à d'autres catégories de compétences également.
- ▶ Il faudrait consacrer plus d'efforts au développement des universités et des collèges techniques.
- ▶ Il faudrait privilégier davantage la nécessité d'une différenciation dans les systèmes d'enseignement supérieur ainsi qu'un renforcement de la formation technique et professionnelle, ce qui est crucial pour la croissance de l'Afrique.

Figure 2 : Population jeune et adulte par occupation



Source : Perspectives économiques en Afrique, figure 10.

Figure 3 : Domaines d'intervention prioritaires et mesures à prendre

Compétences supérieures	Domaines d'intervention prioritaires	Mesures à prendre	Acteurs concernés
<ul style="list-style-type: none"> ■ Licence ■ Maîtrise ■ Doctorat 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Secteur privé ■ Entrepreneurs ■ Science et ingénierie ■ Développement rural 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Améliorer les programmes d'études ■ Meilleure orientation professionnelle ■ Formation plus pratique ■ Systèmes intégrés de données et d'information 	<ul style="list-style-type: none"> ■ Élèves/étudiants ■ Établissements d'enseignement ■ Ministères ■ Entreprises

- ▶ La planification nationale de la main-d'œuvre devrait être plus à jour et les systèmes de données devraient être davantage améliorés.
- ▶ Les stratégies nationales devraient viser à augmenter le nombre de diplômés spécialisés dans des domaines qui sauront répondre aux besoins du marché local : ce qui signifie qu'on pourrait insister encore plus sur la culture du taro, du manioc, du haricot et d'autres produits locaux, au lieu du cacao et du café dont les prix sont fixés par le marché mondial, ou développer l'industrie textile locale qui favorise la spécificité locale.

Pour chaque échelon de l'échelle académique, l'effet sur la création d'emplois augmente.

Un défi particulier est lié au fait que les inscriptions au niveau du doctorat ne représentent qu'un pour cent de l'ensemble des inscriptions dans les universités. Un nombre plus important de titulaires du doctorat sera profitable non seulement au secteur de la recherche publique, mais aussi au secteur privé.

QUE PEUVENT FAIRE LES DIFFÉRENTS ACTEURS CONCERNÉS ?

Les établissements d'enseignement supérieur

Les programmes d'études devraient être plus adaptés à la réalité. La coopération avec les entreprises devrait être beaucoup plus étroite. Les établissements d'enseignement supérieur devraient favoriser davantage la recherche d'emploi dans des unités spéciales dédiées. Les mêmes unités devraient apporter leur aide aux associations d'anciens élèves/étudiants. Le renforcement de l'orientation professionnelle est essentiel pour assurer un passage efficace de la vie estudiantine au monde professionnel. Et il est indispensable de mener des études de suivi.

Premièrement, les établissements d'enseignement supérieur ont de grandes possibilités de repousser les frontières de la science, de la technologie et de l'innovation ; pour ce faire, ils ont besoin d'adopter une approche quant aux systèmes d'innovation, laquelle devra

viser à rendre les connaissances accessibles et à faire qu'elles soient utilisées par tous les acteurs dans les processus d'innovation. Dans cette optique, les chercheurs et les innovateurs dans ces établissements devraient changer leur mode de pensée en cessant de considérer la recherche, la science, la technologie et l'innovation comme un engagement « académique » personnel, mais comme un moyen de promouvoir la croissance et la compétitivité de leurs organisations et le développement des économies africaines.

Deuxièmement, si la « science » telle qu'elle est enseignée et pratiquée dans les établissements d'enseignement supérieur doit rencontrer et se conjuguer avec la technologie et l'innovation dans le domaine de la production dans les entreprises et les exploitations agricoles, il devrait y avoir des convergences entre cette science et les technologies et innovations. Ces dernières années, ces convergences ont vu le jour dans la recherche agricole.

Que peuvent faire les élèves/étudiants ?

Les élèves et étudiants devraient privilégier davantage les emplois du secteur privé et être encouragés à créer des associations d'anciens élèves ou étudiants.

Que peuvent faire les entreprises ?

Les entreprises devraient offrir des stages de formation et mettre à disposition des enseignants à temps partiel pour dispenser des cours dans des matières telles que l'ingénierie, l'économie, la finance, la comptabilité, etc.

Force est de noter que le chômage des jeunes peut être réduit si les établissements d'enseignement supérieur s'associent aux secteurs productifs pour élaborer les programmes d'études. Les études de suivi menées par les autorités nationales dans des pays comme le Ghana et la Namibie montrent que plus le fossé entre les compétences inculquées en salle de classe et les compétences requises dans le monde du travail est grand, plus le taux de chômage des diplômés est susceptible d'être élevé.

La formation à l'entrepreneuriat est essentiellement indispensable dans la plupart des sociétés africaines où

la mentalité de « salarié » est fortement ancrée chez les élèves et étudiants face à la montée du chômage des diplômés.

En conséquence, la formation à l'entrepreneuriat peut s'adresser à tous quand elle vise à inculquer aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur la culture d'entreprise afin de les rendre plus « vendables » sur le marché du travail et à faire du travail indépendant une solution de rechange intéressante. Dans le même temps, cette formation peut être conçue avec des spécialisations dans le but de préparer intensivement les étudiants au travail indépendant (et à la création d'emplois), en dotant les travailleurs indépendants des compétences entrepreneuriales pour assurer la croissance et le développement (création d'emplois y comprise) de leurs entreprises et/ou pour promouvoir des professionnels de la création de PME voire des formateurs spécialisés dans l'entrepreneuriat.

Que peuvent faire les ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ?

Ils devraient soigneusement hiérarchiser les ressources entre les différents domaines d'études : science/ingénierie/technologie, médecine, agronomie, sciences sociales, langues africaines, etc. Bien que les besoins soient particulièrement considérables dans les matières liées à la science, il est aussi fort nécessaire de renforcer l'enseignement dans les langues et la culture africaines afin de préserver l'identité nationale et renforcer la cohésion sociale.

Outre les spécialistes des sciences sociales, il y a un besoin d'économistes, d'avocats et de comptables, mais aussi d'anthropologues qui connaissent les liens entre la technologie et le développement social. Les anthropologues apportent leur expertise à de nombreux niveaux, y compris notre compréhension de la diversité et de la spécificité des cultures, des croyances et des pratiques

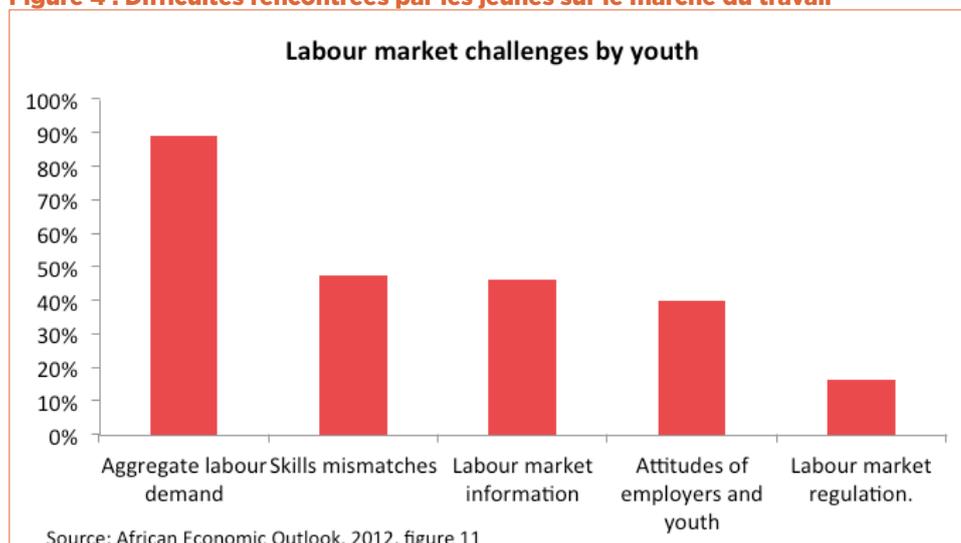
locales, de l'histoire et des relations des peuples avec le monde extérieur, du sens et de l'appropriation des technologies mondiales et locales, etc.

Les États devraient encourager la coopération avec le secteur des entreprises et créer des conseils consultatifs réunissant les pouvoirs publics, les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises.

Les bureaux de statistique au niveau central ou les bureaux de statistique des ministères de l'Enseignement supérieur devraient créer un système intégré d'information sur l'éducation et le marché du travail basé sur l'approche se déclinant comme suit :

- Recueillir des données fiables sur l'enseignement supérieur et l'emploi : les besoins en données actuelles devraient couvrir les insertions, les inscriptions et les diplômés au niveau du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat.
- Faire des projections là où cela a un sens.
- Calculer les taux de passage d'une classe à une autre et les taux d'abandon.
- Recueillir les données sur les droits de scolarité et les coûts unitaires.
- Fournir des données actualisées sur le nombre et le montant de prêts aux étudiants
- Actualiser les données sur l'emploi des diplômés
- Recueillir des données sur la création de start-ups appartenant aux nationaux
- Recueillir des données sur les professionnels nationaux ou les sociétés engagées pour des projets financés par l'aide internationale
- Recueillir des données sur les départs de diplômés à l'étranger.

Figure 4 : Difficultés rencontrées par les jeunes sur le marché du travail



Il faudrait sérieusement s'attaquer au problème du départ des diplômés à l'étranger

Selon les estimations, plus de 10 % des diplômés africains émigrent, et cette proportion est beaucoup plus élevée dans les domaines médical et technique. Beaucoup trop de médecins ont quitté les pays africains au cours des 30 dernières années. En Afrique subsaharienne, la perte est évaluée à 1 milliard de dollars par an, plus du double du montant de l'aide au développement consentie par les États-Unis.

Les attentes des jeunes diplômés de la diaspora sont les suivantes : des salaires plus intéressants, la reconnaissance de la valeur des employés et la sécurité sociale, la facilitation de l'accès au crédit, la séparation entre l'affiliation politique et la compétence professionnelle (la promotion en milieu professionnel ne devrait pas dépendre de l'appartenance de l'employé à un parti politique donné), une mise à jour régulière des technologies nécessaires aux professionnels pour améliorer leur production, etc. La réponse favorable à ces attentes a un coût élevé et ne peut être apportée que sur un certain nombre d'années suivant plan d'action réaliste.

Des données devraient également être fournies sur les difficultés rencontrées par les diplômés dans les pays qui accueillent de nombreux émigrants africains. Dans de nombreux pays européens, le taux de chômage des nouveaux diplômés nationaux une année après la fin des études est supérieur à 25 %. Cette information pourrait être utile aux étudiants dans les pays africains et les encourager davantage à travailler dans leur propre pays.

Le principal défi à l'emploi des diplômés est le manque d'emplois (figure 4). Toutefois, les déséquilibres liés à la qualification et aux compétences, le manque de solides systèmes d'information sur le marché du travail, l'attitude des employeurs et des jeunes diplômés constituent d'autres défis non négligeables.

Meilleure orientation professionnelle

Une meilleure orientation sur les possibilités d'emploi est essentielle pour toutes les catégories de l'enseignement supérieur. Il est nécessaire de préparer un plus grand nombre d'étudiants à travailler dans le secteur privé.

La plupart des diplômés de l'enseignement supérieur en Afrique sont en général devenus des employés du secteur public, l'État étant leur plus gros employeur. Cela a toujours été le cas dans les pays d'autres continents. Dans certains pays européens, la proportion de diplômés universitaires employés par le secteur privé a reculé à 50 %. Dans quelques rares pays comme le Malawi, les diplômés de l'enseignement supérieur sont principalement employés dans le secteur privé.

L'objectif devrait être d'augmenter le nombre de diplômés de niveau doctorat employés dans le secteur privé et d'assurer un mélange de titulaires de licence, de maî-

trise et de doctorat dans les effectifs. De nombreuses études montrent que l'emploi des personnes les plus qualifiées ouvre l'emploi à d'autres travailleurs qualifiés et non qualifiés. Il est important de convaincre également les PME d'embaucher des diplômés du supérieur. Cela donnerait un coup de pouce à la croissance économique et à l'emploi.

Il faudrait mieux rapprocher l'éducation et le travail

Les États cherchent également à améliorer la quantité et la qualité de la formation en milieu professionnel pour les diplômés de l'enseignement supérieur. Les politiques et les systèmes peuvent, et doivent, influencer sur la nature, le type et la qualité de la formation offerte sur le lieu de travail.

La formation professionnelle et l'apprentissage intégré au travail devraient être un élément central de tout système de formation. Dans la plupart des domaines de l'éducation et de la formation, une combinaison des connaissances théoriques et de l'expérience pratique est importante, voire essentielle.

Cela signifie que les systèmes de formation des diplômés, y compris les programmes d'études, doivent être conçus dans le cadre d'une collaboration étroite entre les employeurs et les prestataires de services d'éducation et de formation, en particulier dans les programmes où la formation constitue une partie essentielle du processus d'apprentissage. Dans certains domaines tels que la médecine, où le travail dans des centres hospitaliers universitaires fait partie intégrante de la formation des médecins, ce système est bien élaboré et pourrait servir de modèle à d'autres, y compris les organisations professionnelles.

L'enseignement supérieur devrait suivre un système efficace de formation professionnelle, qui rentre dans le dispositif de formation des techniciens et ingénieurs. L'établissement d'un bon système de formation artisanale est une priorité urgente dans de nombreux pays africains. L'Afrique du Sud s'est fixé l'objectif de produire 30 000 artisans par an d'ici 2030.

Tous les pays du continent doivent se fixer des objectifs dans le domaine de la science, de l'ingénierie et de la technologie, et ce dans l'enseignement supérieur ainsi que dans le cadre de la formation professionnelle. Il est crucial de faciliter des partenariats entre les employeurs et les établissements d'enseignement pour l'apprentissage en milieu professionnel.

Compte tenu de la dynamique démographique de la main-d'œuvre africaine, il ne suffit pas de mettre l'accent sur l'éducation et la formation axées sur la préparation des étudiants à un emploi dans le secteur formel.

Pour permettre à tous les diplômés de gagner leur vie, d'autres possibilités d'emploi doivent être ouvertes - la

création de petites entreprises dans le secteur formel ou informel ou l'établissement de coopératives, d'organismes communautaires ou d'initiatives à but non lucratif de divers types. L'éducation doit également répondre aux besoins des communautés en les aidant à développer des compétences et des connaissances qui ne visent pas nécessairement la génération de revenus, à l'instar de l'organisation communautaire, des connaissances sur la manière de traiter avec les services publics ou des entreprises commerciales comme les banques, l'éducation civique, l'éducation à la santé communautaire, et l'alphabetisation. Les lycées communautaires sont appelés à jouer un rôle particulièrement important à cet égard, et doivent donc être flexibles dans leur conception afin de pouvoir répondre aux besoins de leurs propres communautés.

La formation à l'entrepreneuriat a un rôle important à jouer en formant les élèves/étudiants à la création ou au démarrage d'une nouvelle entreprise, en inculquant aux dirigeants d'entreprises (en particulier les gestionnaires de PME) et aux gestionnaires de projets les connaissances et les compétences requises pour une gestion satisfaisante de leurs entreprises ou une mise en œuvre efficace de leurs projets, et en développant les compétences des personnes en matière de création de PME.

La nécessité de développer les aptitudes à la création de PME est d'une importance capitale en raison du rôle stratégique de ces dernières dans l'économie africaine. Au Ghana, selon les estimations, les PME constituent environ 92 % des commerces et entreprises, mais leur taux de survie est généralement très faible et celles qui survivent rencontrent moins de succès en termes de croissance et de développement pour un certain nombre de raisons, à commencer par un accès limité aux services

d'aide aux entreprises et d'appui technologique et aux moyens de développement des PME.

Tous les étudiants du premier cycle des établissements d'enseignement supérieur pourraient recevoir une formation en entrepreneuriat sous la forme d'un ou plusieurs cours dans ce domaine avec pour but d'améliorer leur employabilité et de leur inculquer la culture du travail indépendant. En outre, des cours facultatifs pourraient être conçus pour les étudiants (sans distinction de niveau) qui sont motivés pour créer une entreprise. Cela est impératif, car l'expérience montre que sans une bonne base, les personnes peuvent être découragées par le caractère exigeant de la formation à la création d'entreprises. Il est recommandé que les professionnels de la promotion et du développement des PME poursuivent des études de troisième cycle. Cette recommandation tient compte de l'investissement relativement plus élevé à consacrer à la conception et à l'administration de cette formation, ainsi que de la nécessité pour les étudiants d'avoir une connaissance approfondie préalable ou concomitante de la gestion d'entreprise et des connaissances dans d'autres domaines connexes.

L'auteur

Kurt Johannesen

L'auteur de cette note a travaillé avec des diplômés de l'enseignement supérieur et leurs employeurs au sein du ministère de l'Éducation et du ministère des Sciences au Danemark et, en qualité de consultant, au Lesotho et en Namibie dans la préparation de plans nationaux de gestion des ressources humaines.

REFERENCES

African Economic Outlook 2012-2014.

Chronicle of African Higher Education, March 2014.

Making Higher Education work for Africa – SciDev. Net 2012.

World Bank: Sustaining Education and Economic Momentum in Africa (2010).

The Association of Commonwealth Universities: The world beyond 2015: Is higher education ready? Transforming African higher education for graduate employability (2013).

ADEA: The Role of Tertiary Education Institutions in the development of Technical and Technological Capabilities for Employment Creation in Eastern, Southern and West Africa: Selected Case Studies (by Mihyo, Hammond, Makhoka and Tjihenua) (2012).

Higher Education, South Africa: Graduate attributes (Griesel and Parker 2009).

Determinants of Graduate Unemployment in Tunisia (AlmaLaurea Working Papers 2011)

African Development Bank Group 2010. Education and Employment in Malawi by Castel, Phiri and Stampini (working paper).



L'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

L'ADEA existe depuis 1988. D'une plateforme créée par les bailleurs de fonds pour coordonner l'aide au développement elle a évolué en une organisation panafricaine travaillant en étroite collaboration avec l'Union africaine et hébergée au sein de la Banque africaine de développement (BAD).

L'ADEA est aussi un partenariat entre les ministres africains de l'éducation et de la formation et leurs partenaires au développement et un forum pour le dialogue sur les politiques éducatives. Ce dernier s'appuie sur un réseau actif de ministères africains de l'éducation, d'organismes de développement bilatéraux et multilatéraux, de chercheurs et d'acteurs concernés par l'éducation d'Afrique et du monde entier.

Collectivement, le réseau aspire à la vision d'une éducation et d'une formation de qualité axées vers la promotion des compétences critiques pour le développement accéléré et durable de l'Afrique.

En 2013, les chefs d'État de l'Union africaine ont entériné le cadre stratégique élaboré par l'ADEA pour guider la transformation des systèmes africains d'éducation et de formation.

Les programmes de l'ADEA sont mis en œuvre par le Secrétariat de l'ADEA, qui est basé au sein de la BAD, et par ses groupes de travail, Task Forces et pôles de qualité inter-pays qui abordent des thèmes et défis spécifiques du domaine de l'éducation.

Les membres de l'ADEA comprennent 15 organismes de coopération bilatéraux et multilatéraux et 18 ministères de l'éducation.

Plus d'information sur le site web de l'ADEA : www.adeanet.org